Enabel

Rapport de résultats 2018

Programme d'Appui au Développement de l'Elevage *« Kiyo Arziki »*

Niger

Belgian development agency

enabel.be

Table des matières

TABLE DES MATIERES **2**

ACRONYMES **4**

1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES) **5**

1.1 FICHE D'INTERVENTION 5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE 6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE 8
1.3.1 Pertinence *8*
1.3.2 Efficacité *8*
1.3.3 Efficience *8*
1.3.4 Durabilité potentielle *8*
1.4 CONCLUSIONS 9

2 MONITORING DES RESULTATS **10**

2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE 10
2.1.1 Contexte général *10*
2.1.2 Contexte institutionnel *10*
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution *11*
2.1.4 Contexte HARMO *11*
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME 12
2.2.1 Progrès des indicateurs *12*
2.2.2 Analyse des progrès réalisés *13*
2.2.3 Impact potentiel *14*
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 14
2.3.1 Progrès des indicateurs *14*
2.3.2 État d'avancement des principales activités *15*
2.3.3 Analyse des progrès réalisés *16*
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 21
2.4.1 Progrès des indicateurs *21*
2.4.2 État d'avancement des principales activités *21*
2.4.3 Analyse des progrès réalisés *22*
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 23
2.5.1 Progrès des indicateurs *23*
2.5.2 État d'avancement des principales activités *23*
2.5.3 Analyse des progrès réalisés *24*

3 THEMES TRANSVERSAUX **27**

3.1 GENRE 27
3.2 ENVIRONNEMENT 28
3.3 AUTRE 28

4 GESTION DES RISQUES **29**

5 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE 36

5.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES 36
5.2 RECOMMANDATIONS 36
5.3 ENSEIGNEMENTS TIRES 36

6 ANNEXES 37

6.1 CRITERES DE QUALITE 37
6.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI 41
6.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR 44
6.4 APERÇU DES MORE RESULTS 52
6.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » 52
6.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION 52

Acronymes

ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
BAGRI	Banque Agricole du Niger
CT	Collectivité Territoriale
CVA	Chaine de valeur animale
DDEL	Direction Départementale de l'Elevage
DGPIA	Direction Générale de la Production et des Industries Animales
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
FISAN	Fonds d'Investissements pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
MAGEL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OPEL	Organisation Professionnelle d'Elevage
OSV	Observatoire de suivi de la vulnérabilité
PME	Petite et moyenne entreprise
RNA	Régénération naturelle assistée
SAF	Schéma d'Aménagement Foncier
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Elevage et de l'Environnement
SCAP-RU	Système communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences
STD	Service Technique Déconcentré de l'Etat
STDEL	Service Technique Déconcentré de l'Etat en charge de l'Elevage
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TPE	Très petite entreprise
VSF	Vétérinaires Sans Frontière Belgique

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d´appui au développement de l´élevage – PRADEL – Kiyo Arziki
Code de l'intervention	NER 16 069 11
Localisation	Niger, Région de Dosso, Région de Tahoua
Budget	16 542 000 euros dont 14 000 000 euros contribution belge Et 2 542 000 euros contribution nigérienne
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL)
Date de début de la Convention spécifique	07/09/2017
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	24 janvier 2018
Date prévue de fin d'exécution	23 janvier 2022
Date de fin de la Convention spécifique	06 septembre 2022
Groupes cibles	• Les populations qui sont impliquées dans des activités liées à l´élevage familial (pasteurs, agro-pasteurs, agro-éleveurs et leurs familles, les professionnels des filières animales…) ; • Les organisations d´éleveurs et d´éleveuses ; • Le Réseau des Chambres d´Agriculture (RECA) et ses chambres régionales (CRA) ; • Le Ministère de l'Agriculture et de l´Elevage (MAGEL) – entités en charge de l'élevage, et ses services déconcentrés ; • Les Collectivités Territoriales ; • Les structures du Code rural ; • Les autres services déconcentrés du secteur rural ; • Le secteur privé ; • Les structures interprofessionnelles ; • Les ONGs d´appui.
Impact[1]	« Contribuer à rendre les systèmes d'élevage plus résilients, durables et performants ».
Outcome	• OS1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l´élevage sont développées pour créer des emplois, surtout pour les jeunes et les femmes ; • OS2 : L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement • OS3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées

[1] L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

	• OS4 : La gouvernance du secteur est améliorée
Outputs	<u>OS1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l´élevage sont développées</u> • R 1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont mise en œuvre pour les 2 régions • R 1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés • R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est promu et accompagné • R 1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels • R 1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées <u>OS2 : L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement</u> • R 2.1. Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus dans leur vocation • R 2.2 Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs et les autres acteurs des chaînes de valeur prioritaires sont renforcés <u>OS3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées</u> • R 3.1. Les capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) sont renforcées pour mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs • R 3.2. Des modèles et actions spécifiques en élevage sont développées, capitalisées, et mises en œuvre pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs vulnérables en cas de crise. <u>OS4 : La gouvernance du secteur est améliorée</u> • R 4.1. Les connaissances dans le secteur sont améliorées et alimentent l'élaboration des stratégies et les politiques • R 4.2. La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées • R 4.3. Les capacités organisationnelles des acteurs publics sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur • R 4.4. Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs • R 4.5. Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus.
Année couverte par le rapport	2018

1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses	Solde	Taux de

		Année précédente 2017	Année couverte par le rapport (2018)		déboursement à la fin de l'année 2018
TOTAL	**14 000 000,00**	**226 195,24**	**979 012,68**	**12 794 792,08**	**9%**
OUTCOME 1	**4 784 000,00**	**42 361,97**	**224 427,96**	**4 517 210,07**	**6%**
Output 1.1	124 000,00	-	111 093,13	12 906,87	90%
Output 1.2	1 200 000,00	-	52 506,88	1 147 493,12	4%
Output 1. 3	950 000,00	42 361,97	43 268,49	864 369,54	9%
Output 1. 4	1 680 000,00	-	1 769,94	1 678 230,06	0%
Output 1.5	830 000,00	-	15 789,52	814 210,48	2%
OUTCOME 2	**3 555 000,00**	**-**	**18 002,84**	**3 536 997,16**	**1%**
Output 2. 1	3 310 000,00		6 341,88	3 303 658,12	0%
Output 2.2	245 000,00		11 660,96	233 339,04	5%
OUTCOME 3	**370 000,00**	**-**	**15 636,62**	**354 363,38**	**4%**
Output 3.1	250 000,00		15 636,62	234 363,38	6%
Output 3.2	120 000,00		-	120 000,00	0%
OUTCOME 4	**1 575 000,00**	**-**	**48 875,52**	**1 526 124,48**	**3%**
Output 4.1	355 000,00		15 876,29	339 123,71	4%
Output 4.2	280 000,00		14 803,68	265 196,32	5%
Output 4.3	560 000,00		17 045,26	542 954,74	3%
Output 4.4	330 000,00		483,83	329 516,17	0%
Output 4.5	50 000,00		666,46	49 333,54	1%
RESERVE	7 204,00	-	-	7 204,00	**0%**
Cogestion	-		-	-	
Régie	7 204,00		-	7 204,00	0%
MOYENS GENERAUX	**3 708 796,00**	**183 833,27**	**672 069,74**	**2 852 892,99**	**23%**
Frais personnel	2 574 696,00	27 634,73	524 898,24	2 022 163,03	21%
Investissements	300 000,00	136 078,70	68 848,80	95 072,50	68%
Frais fonctionnement	559 100,00	20 119,84	71 207,76	467 772,40	16%
Audit suivi & évaluation	275 000,00		7 114,94	267 885,06	3%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le contexte général et les problématiques majeures de développement de l'élevage n'ont pas évolué en 2018 (santé, alimentation, emplois, revenus, etc.). Le PRADEL tant dans sa conception et que dans sa mise en œuvre reste pertinent par rapport aux besoins du groupe cible. En effet, l'approche chaine de valeur vise surtout la compétitivité des chaines de valeur et la création de revenus et d'emplois décents, surtout pour les femmes et les jeunes. Il en est de même de la sécurisation de l'accès aux ressources pastorales et de l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'élevage. Par ailleurs, il est clair que le PRADEL reste fortement aligné sur les politiques nationales et la stratégie belge. En outre, sa logique d'intervention a fait l'objet de réflexion dans le cadre de la Baseline et est suffisamment claire et bien structurée, avec des risques et hypothèses clairement identifiés et gérés.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Les activités de démarrage ont été bien réalisées durant l'année 2018 et la réalisation de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. L'on ne note pas de résultats négatifs tandis que des mesures ont été prises de façon pro-active pour gérer les risques et hypothèses. C'est le cas par exemple des contrats cadres qui ont été lancés en vue d'anticiper les retards dans la passation des marchés.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	A

L'année 2018 a été consacrée au démarrage. Aussi, en dépit de quelques décalages d'activités, la plupart des activités sont dans les délais et dans les limites budgétaires. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas eu d'incidence sur la fourniture des outputs. Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et l'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra. Le Programme est sous la co-responsabilité d'un agent de l'Etat et des mesures sont prises pour que les structures du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage soient au volant dans la mise en œuvre de nombre d'activités, notamment

l'objectif spécifique 4 qui contribue à la gouvernance du secteur et au renforcement des capacités des acteurs. En conclusion, la probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.

1.4 Conclusions

L'année 2018 a été une année de démarrage pour le PRADEL, les indicateurs d'outcome, voire des outputs, n'ont donc pas connu de progrès particulier. Toutefois, les réalisations principales suivantes méritent d'être notées :

- Un bon niveau de cadrage des activités de développement des chaines de valeur à travers notamment : (i) la réalisation des études filière et chaines de valeur d'élevage réalisées et l'élaboration d'une stratégie opérationnelle de développement des chaines de valeur définie ; (ii) l'élaboration du Document de Stratégie d'Appui à l'Entreprenariat pour le développement des chaînes de valeur Bétail-Viande, Lait et Aviculture (DSAE PRADEL) ; (iii) l'élaboration des mécanismes de financement des initiatives économiques des chaines de valeur et des investissements structurants et la prospection de partenariats (BAGRI, ANFICT) ; (iv) la formation des cadres sur l'approche chaine de valeur ; (v) la promotion des actions pour l´amélioration de la disponibilité des aliments bétail avec l'ouverture de 225 km de bande-pare feux ayant permis de ramasser et de stocker 74,8 tonnes de matière sèches ; et l'appui à la promotion de culture fourragère au niveau 11 sites pilotes.

- Un début de mise en œuvre des activités visant le renforcement de la gouvernance du secteur de l'élevage avec : (i) la mise en place d'une dynamique de gestion participative dans les Directions Régionales de l'Elevage (DREL) de Dosso et Tahoua ; (ii) l'élaboration du plan de communication du MAGEL dont le rapport sera validé lors d'un atelier national en 2019 ; (iii) le renforcement des plateformes et des espaces de dialogue avec la création de deux (2) Comités techniques régionaux de coordination et de concertation du secteur de l'élevage à Dosso et Tahoua, (iv) la co-organisation d'une conférence-débat sur le thème « Avenir du pastoralisme du Niger dans un contexte de changement climatique et de dégradation poussée des ressources naturelles »

- Réalisation des activités de démarrage (recrutement RH, Baseline, manuel complémentaire de gestion, comité de pilotage d'ouverture, etc.).

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution ENABEL
YACOUBA Jibir	Kader NIAONE

PRADEL LE RESPONSABLE NATIONAL

PRADEL L'ATI CORESPONSABLE

2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Les changements majeurs liés au contexte et ayant eu un impact sur la mise en œuvre du PRADEL sont ceux retracés dans le cadre du processus Baseline dont le rapport a été adopté en octobre 2018. Il s'agit principalement :

- **Au plan socio- économique :**

La mauvaise campagne agricole 2017 a induit une crise pastorale annoncée tant par les pouvoirs publics que par les organisations des éleveurs. Le PRADEL a apporté une contribution à la campagne de vaccination dans la région de Dosso dans le cadre de la gestion des risques liés à cette crise pastorale.

Par ailleurs, il a été noté une exacerbation des conflits agriculteurs-éleveurs au Nigéria avec des velléités d'extension au Niger. Cela a conduit le PRADEL à s'engager dans le processus d'élaboration du schéma d'aménagement foncier pour la région de Tahoua (celui de Dosso étant déjà élaboré).

- **Au plan sécuritaire :**

Malgré les efforts déployés par le Gouvernement, la situation sécuritaire au Nord Tahoua demeure précaire avec l'état d'urgence maintenu dans les départements de Tillia et Tassara. Cette situation n'a pas milité particulièrement en faveur d'un positionnement du PRADEL dans lesdites localités en plus des critères peu favorables décrits dans les études chaines de valeur.

2.1.2 Contexte institutionnel

- **Aux niveaux institutionnel et organisationnel :**

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL) a adopté l'approche budget-programme et s'est doté d'un document de programmation pluriannuel de dépenses 2018-2020 et, ce, conformément à la directive 6 de l'UMEOA, traduite en loi organique. Dans ce cadre, le ministère a été réorganisé en trois programmes : (i) Développement des productions animales, (ii) Développement des productions végétales et (iii) Gouvernance et administration de la politique du Ministère.

Le Gouvernement a pris des arrêtés précisant les cahiers de charge dans le cadre des transferts de compétences aux collectivités territoriales dans les domaines de l'environnement, l'éducation, la santé et l'hydraulique. A cet effet, l'hydraulique pastorale relève désormais de la compétence des régions collectivité territoriale. De ce fait, cette collectivité se positionne désormais comme un acteur majeur dans la mise en œuvre du Programme.

Le Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN), est entré dans une phase d'opérationnalisation avec le lancement du recrutement de l'équipe de gestion. La question de l'alignement du PRADEL sur le FISAN pour le

financement des acteurs des chaines de valeur est restée une préoccupation constante de l'UGP pour laquelle l'absence de garantie bancaire des producteurs ruraux nécessite une réponse adéquate.

Le PRADEL a été amené à contribuer à certaines activités stratégiques malgré le fait qu'il était en phase de démarrage :

- La tenue des états généraux du foncier en février 2018 sous le thème : « évaluation des 25 ans du code rural : un puissant levier dans l'accomplissement des aspirations des populations rurales pour leur bien-être économique et social ». La finalité de ces états généraux est de jeter les bases de l'élaboration d'une politique foncière qui doit sauver l'agriculture familiale, donc de sécuriser le capital foncier familial, sécuriser l'accès des usagers aux ressources naturelles rurales renouvelables face aux chocs climatiques et aux différentes formes de spéculations dont celle de l'accaparement de terres nées d'un agro-business non maitrisé et d'un lotissement anarchique autour des villes.
- Le salon de l'agriculture, de l'hydraulique, de l'environnement et de l'élevage (SAHEL 2018).

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le PRADEL est exécuté en cogestion par Enabel et le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Cet ancrage est pertinent au regard du secteur d'intervention du PRADEL et des politiques nationales. La tutelle du PRADEL par le MAGEL offre une meilleure prise en compte des politiques nationales dans le domaine de l'élevage.

Aussi, dans le souci d'une meilleure appropriation du Programme par les acteurs locaux, l'UGP mettra à profit le comité technique régional de l'élevage pour d'une part faire régulièrement le point sur l'avancement du Programme et requérir l'avis consultatif desdits acteurs sur les différents points de décision stratégiques à soumettre au COPIL.

2.1.4 Contexte HARMO

L'année 2018 a été consacrée au démarrage du Programme. A cet effet, beaucoup d'activités de cadrage ont été entreprises :

- L'approche de développement des chaines de valeur s'est inspirée de la stratégie de développement durable de l'élevage (SDDEL) ;
- Le financement des acteurs des chaines de valeur d'élevage et des collectivités territoriales est aligné sur les facilités 1 et 2 du FISAN. A cet effet, les collectivités territoriales seront maîtres d'ouvrage des investissements structurants d'appui au développement des chaines de valeur.
- Les activités en cogestion du Programme sont exécutées selon les procédures nigériennes en matière de marchés publics. Par ailleurs, la mise en œuvre des activités repose sur une logique de respect des rôles des différents acteurs. Les STD ont un rôle primordial a joué, facilitant ainsi une meilleure appropriation du Programme.

- Il est prévu l'alignement sur certains outils nationaux : guides nationaux en matière d'ingénierie sociale, d'hydraulique pastorale, etc.
  En outre, des synergies seront recherchées avec les autres acteurs dans les différentes zones d'intervention (LuxDev, MCC, PASEC, etc.).

2.2 Performance des outcomes (objectifs spécifiques)

2.2.1 Progrès des indicateurs des outcomes

Outcome 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l´élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes					
Indicateurs :	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année 2017**	**Valeur année 2018**	**Cible année 2018**	**Cible finale**
O.1.1 : Taux de croissance dans la production de la viande, des œufs et du lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL dans les régions de Dosso et Tahoua	NA	NA	NA	NA	AD
O.1.2 : Taux d'accroissement des produits transformés des unités de transformation encadrées par le PRADEL	NA	NA	NA	NA	AD
O.1.3 : Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs et transformateurs, familiaux financés par PRADEL	NA	NA	NA	NA	15%
O.1.4 : Nombre d'emploi, équivalent- emploi crée et/ou consolidé par les entreprises financées par PRADEL	0	NA	NA	NA	300
Outcome 2 : L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement					
O.2.1 : Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales	AD	NA	NA	NA	30%
O.2.2 : Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques	AD	NA	NA	NA	AD
O.2.3 : Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé	AD	NA	NA	NA	AD
O.2.4 : Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés	AD	NA	NA	NA	AD
Outcome 3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-) éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées					
O.3.1. Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs	NA	NA	NA	NA	Degré 3 ou 4
OUTCOME 4 : La gouvernance du secteur d'élevage est améliorée					
O.4.1. Evolution du niveau de la performance du MAGEL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH)	AD	NA	NA	NA	AD
O.4.2. Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage	AD	NA	NA	NA	AD

2.2.2 Analyse des progrès réalisés des outcomes

L'année 2018 a été consacrée surtout au démarrage du programme, donc à des activités de cadrage (études, positionnement, approche, outils, etc.). En conséquence, il est trop tôt pour parler de progrès à proprement parler concernant les outcomes en 2018. L'analyse réalisée dans le cadre de la Baseline et les activités réalisées cette année 2018 montrent cependant que les outputs prévus restent pertinents et que leur réalisation permettra de produire le changement attendu au niveau de chaque objectif spécifique.

De façon spécifique on peut relever les constats suivants :

Concernant l'Outcome 1
La dynamique de développement de chaine de valeur est bien en marche avec l'adoption des études filières et de la démarche opérationnelle du PRADEL en matière de chaine de valeur. Il en est de même des discussions avancées avec VSF pour la mise en place/dynamisation des vétérinaires privés de proximité dans la zone du programme. On note également une avancée importante dans les mécanismes de financement (acteurs privés et collectivités territoriales). A cela s'ajoutent également les efforts déployés pour améliorer la disponibilité des aliments pour bétail (74,8 tonnes de matière sèche ramassées et stockées, promotion de culture fourragère).

La difficulté majeure au niveau de l'objectif spécifique 1 a été la recherche participative de démarche opérationnelle de développement des chaines de valeur d'élevage qui sorte des sentiers battus tout en s'alignant sur les politiques et stratégies nationales et le cadre Enabel. En effet, l'inexistence de cadre d'Enabel en matière de financement des acteurs privés autre que les règles de subside (réservées aux personnes morales publiques ou privées sans but lucratif) et l'alignement intégral au FISAN (subvention adossée au crédit d'une institution financière) ont constitué des points difficiles dans la recherche d'une démarche pragmatique et efficace.

Concernant l'outcome 2
Cet outcome n°2 est fortement lié à l'outcome n°1. La définition et l'adoption tardive (fin 2018) des zones d'intervention du Programme n'a pas permis une avancée particulièrement significative au niveau de cet objectif spécifique. Les dispositions d'anticipation (contrat cadre ingénierie sociale, contrat de bureaux de contrôle, etc.) permettront de progresser rapidement en 2019.

Concernant l'outcome 3
Un document de cadrage pour la prise en compte de la vulnérabilité pastorale dans le dispositif de gestion des crises a été élaboré et servira de guide pour le travail avec le DNPGCA. Par ailleurs, deux études de capitalisations des modèles de résilience et du fonctionnement des OSV/ SCAP RU en concertation étroite avec les démembrements du DNPGCCA ont été conduites. Les échanges par lettre entre l'UGP et le niveau central du DNPGCA étant restés peu fructueux, on note la nécessité de renforcer le contact direct entre ces deux structures pour une meilleure prise en charge des activités de cet objectif.

Concernant l'outcome 4

Une bonne dynamique de renforcement des capacités institutionnelles du MAGEL a marqué l'année 2018 (plan de communication, gestion participative au niveau des régions, espaces de coordination/dialogue régional, formations chaines de valeur, insémination artificielle, développement et fonctionnement des organisations professionnelles agricoles).

La canalisation des requêtes de financement en cohérence avec l'atteinte de l'objectif 4 reste un défi important malgré les sessions d'internalisation tenues avec les services du Ministère. Il en est de même de la réactivité des services centraux et de la capacité interne (RH) du PRADEL à conduire adéquatement et efficacement les activités.

2.2.3 Impact potentiel

La tendance vers l'atteinte de l'impact ne peut pas être évaluée en année de démarrage. L'analyse théorique faite dans le cadre du processus Baseline reste valable et autorise à dire que les outcomes contribueront de façon plausible à l'impact.

IMPACT : Contribuer à rendre les systèmes de l'élevage plus résilients, durables et performants					
Résultats /Indicateurs	**Valeur Baseline**	**Valeur année 2017**	**Valeur cible année 2018**	**Valeur année 2018**	**Valeur cible finale**
Augmentation de la contribution des filières élevage au PIB Agricole	35%	AD	AD	AD	37%

2.3 Performance des outputs de l'outcome 1

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output /Indicateurs	**N°**	**Valeur Baseline**	**Valeur année 2017**	**Valeur année 2018**	**Cible année 2018**	**Valeur cible final**
OUTPUT 1.1: Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l´angle genre/jeunes) sont élaborées pour les 2 régions						
Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées	R1.1.1	0	NA	5[2]	5	**5 stratégies actualisées**
OUTPUT 1.2: Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés dans la zone d'intervention						

[2] Les 5 stratégies sont : : 1) 01 stratégie opérationnelle régionale de la filière bétails sur pieds de Dosso et Tahoua ; 2) stratégie opérationnelle régionale de la filière viande rouge de Dosso et Tahoua ; 3) 01 stratégie opérationnelle régionale de la filière Kilichi du Niger de Tahoua ; 4) stratégie opérationnelle régionale de la filière Lait de Tahoua et Dosso ; 5) stratégie opérationnelle interrégionales de la filière avicole de Tahoua Dosso.

Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL	R1.2.1	0	NA	74,8 tonnes	150 tonnes	**AD**
Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua	R1.2.2	5 SVPP à Tahoua, 3 SVPP à Dosso	NA	0	0	10 SVPP appuyés, 2 installés dans les régions de Dosso et Tahoua
OUTPUT 1.3: L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné						
Nombre d'acteurs (groupement, individus, etc.) qui ont été accompagnés	R1.3.1	0	NA	0	0	300
Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade embryonnaire au stade émergent ou autonome	R1.3.2	NA	NA	0	0	40%
OUTPUT 1.4: Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels						
Nombre de projets collaboratifs et de sous projets (individuels et collectifs) intégrés financés	R1.4.1	0	NA	0	0	150 dont 60% des femmes et jeunes
Pourcentage d´infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés (	R1.4.2	NA	NA	0	0	80%
OUTPUT 1.5: La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées						
Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyés par le PRADEL qui sont fonctionnelles	R1.5.1	NA	NA	0	0	**60%**

2.3.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des principales activités [3]	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	[A] Objectif spécifique 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l´élevage sont développées				
	A01 - R1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires sont définies				
A01-01	**Analyse sociale, économique et environnementale par filière et inter filières et par région**		**X**		
A01-02	**Définition des stratégies opérationnelles**		**X**		
	A02 - R1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées				
A02-01	**Renforcement du dispositif privé de santé animale : Amélioration de la couverture en SVPP ; Renforcement de l'appui-conseils zootechnique ; Prise en compte de l'aspect genre**		**X**		
A02-02	**Renforcement des services publics de santé animale**		**X**		
A02-03	**Appui à la lutte contre les maladies aviaires (vaccins, chaines de froid, etc.)**		**X**		

[3] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

CODE	État d'avancement des principales activités [3]	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
A02-04-	Promotion des actions pour l´amélioration de la disponibilité des aliments bétail		X		
	A03 - R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné				
A03-01	Dispositif de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l´entrepreneuriat dans les deux régions dans les deux régions		X		
A03-02	Recherche, analyse et promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur réplication		X		
	A04 - R1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels				
A04-01	Un mécanisme de financement est défini et mis en place pour des initiatives économiques privées		X		
A04-02	Un mécanisme de financement est défini et mis en place pour des investissements structurants		X		
A04-03	Des modèles de gestion des infrastructures structurantes sont développés et mise en œuvre		X		
	A05 - R1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées				
A05-01	Faciliter le partage d´information et la mise en relation entre les différents acteurs de la chaîne			X	
A05-02	Structuration et renforcement des capacités organisationnelles des associations, groupements et leurs fédérations			X	

A : Les activités sont en avance ; B : Les activités sont dans les délais ; C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les progrès au niveau des outputs restent encore timides en cette année de démarrage. Des réalisations importantes sont cependant à noter et qui permettent de dire que les outputs prévus sont en bonne voie de réalisation. Ainsi :

Au niveau de l'output R1.1 : « Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires sont définies »

Trois études de chaines de valeur ont été réalisées par des consultants dont la méthodologie a intégré l'organisation de deux ateliers régionaux filières. Ces études ont permis d'une part de faire l'état des lieux et d'autre part, de proposer des stratégies/ plans d'actions pour la mise en place de dynamiques de chaines de valeur animales dans trois filières. Sur la base de critères d'analyse, des chaines de valeur prioritaires sont recommandées.

A la suite de ces études, un Document de Stratégie d'Appui à l'Entreprenariat pour le développement des chaînes de valeur Bétail-Viande, Lait et Aviculture (DSAE PRADEL) a été élaboré par l'UGP. Elle a permis de choisir neuf (09) chaines de valeur prioritaires, d'identifier six (06) bassins d'intervention, de définir une approche d'intervention basée sur la mise en place d'un réseau d'acteurs intégrés au niveau de

bassins de production et ainsi qu'un dispositif d'appui à la compétitivité desdites chaines de valeur.

Ainsi, près de 1.317 promoteurs du portefeuille des bénéficiaires du PRADEL sont ciblés dont 1.131 producteurs/éleveurs (amont) des filières/chaînes de valeur soit 86 % de bénéficiaires du PRADEL et 186 entreprises (aval) des filières/chaînes de valeur.

Aussi, toutes les autorités administratives (Préfets des 12 départements d'emprises) et des autorités locales (Maires des 36 communes) ont été sensibilisés et informés du dispositif d'appuis du PRADEL.

Au niveau de l'output R1.2 : « Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées »

- En matière de renforcement du dispositif privé de santé animale
  Une demande d'introduction de proposition technique et financière a été adressée à VSF Belgique. Son évaluation en 2019 permettra de signer une convention de subside pour la mise en place d'un dispositif d'appui aux services vétérinaires privés de proximité (SVPP) existants et à la mise en place de nouveaux SVPP dans les bassins d'intervention du Programme.

- Dans le domaine du renforcement des services publics de santé animale et de l'appui à la lutte contre les maladies aviaires (vaccins, chaines de froid, etc.)

  - Un appui à la campagne de vaccination a été opéré dans la région de Dosso. Dans ce cadre, trois contrats de prestation de services avec des SVPP ont été signés et un appui financier a été apporté aux services techniques déconcentrés de l'Etat en charge de l'élevage (STDEL). Ainsi :
    - 3 305 têtes de bovins ont été vaccinés contre la PPCB notamment dans les départements de Boboye, de Dioundou, et de Gaya ;
    - 997 357 têtes de petits ruminants vaccinés contre la PPR ;
    - 4 078 camelins vaccinés contre la pasteurellose.
  - Des ateliers régionaux organisés à Dosso et Tahoua ont permis d'élaborer:
    - Un plan d'appui aux DRELS/DDELs pour leur permettre de mieux assumer leurs rôles en matière de respect des règles d'hygiène et de santé animale ;
    - Un plan d'appui à la lutte contre les maladies aviaires après analyse des besoins ;
    - Un plan de prophylaxie aviaire dans la région de Dosso.

- En matière de promotion des actions pour l´amélioration de la disponibilité des aliments bétail

Trois documents de cadrage ont été élaborés et sont en train d'être mis en œuvre dans les domaines suivants :

  - Ouverture de bandes pares-feux. Cette activité a permis de réaliser :

- 225 km de bandes pares- feux réalisées (90 km dans la commune rurale de Fawel/région de Dosso et 135 km dans les communes d'Abalak et de Akoubounou / la région de Tahoua) ;
- 74,8 tonnes de paille labourée le long des bandes pares-feux (66, 30 tonnes au niveau de 4 sites à Falwel et 12,5 tonnes au niveau des sites des communes d'Abalak et d'Akoubounou) ;
- 7 Comités locaux mis en place (4 à Falwel et un à Akoubounou) pour la gestion de la paille ramassée et stockée au profit des communautés sur place en période de soudure.

- Promotion de la culture fourragère dans des zones pilotes : Il s'agit d'une action pilote dont l'objectif est de prouver la rentabilité de la culture fourragère et de produire des références technico-économiques de l'activité de culture fourragère. Des sites ont été identifiés dans les zones à fort potentiel (terres irrigables des vallées du fleuve, de la Maggia et de la Tarka et pratique des cultures fourragères par les populations). 11 sites pilotes des cultures fourragères dans les régions de Dosso (3 sites totalisant 12,25 ha) et de Tahoua (8 sites, totalisant 11,5 ha) avec des appuis en engrais (5226 kg d'urée et 5625 kg de NPK), de 620 ml de clôture grillagée, de 8 petits forages, de 9 motopompes et de 25 kg de semences de sogho fourrager ;
- Promotion de la régénération naturelle assistée (RNA) et Agroforesterie à but pastoral : des termes de références sont élaborés pour la mise en place d'un dispositif d'appui conseil aux paysans et de promotion de la RNA /agroforesterie en vue d'accroitre la disponibilité fourragère.

Au niveau de l'output R1.3 : « L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné »

- <u>En matière de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l´entrepreneuriat dans les deux régions</u>
  - Trente (30) cadres du Ministère et du PRADEL ont été formés sur l'approche chaine de valeur. Il s'agissait d'outiller ces cadres afin de leur permettre de mieux promouvoir cette approche et de disposer de compétences clés permettant de mener sereinement le dialogue avec les partenaires.
  - Un voyage d'étude au Maroc sur les chaines de valeur prioritaires du PRADEL a été organisé au profit de sept (7) cadres du Ministère et du PRADEL
  - Des TdR ont été élaborés pour le recrutement de prestataires d'appui conseil et d'accompagnement des acteurs des filières et chaines de valeur d'élevage à appuyer par le PRADEL.
  - Une contribution de 10 000 000 FCFA a été apportée pour la tenue du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage – SAHEL, édition 2018.

- Dans le domaine de la recherche, de l'analyse et de la promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur réplication
    - Une étude d'élaboration de dix (10) modèles d'entreprises viables, compétitives et reproductibles dans les 02 régions a été réalisée. Un mécanisme de financement des modèles pilotes sera élaboré et permettra de tester lesdits modèles en 2019.
    - Le dispositif opérationnel du processus de l'Indication Géographique du Kilichi du Niger a été élaboré et validé lors d'un atelier de concertation organisé par la direction de la promotion des filières animales de la DGPIA avec l'appui du Programme. Le PRADEL a en outre fourni l'expertise d'un consultant du Cameroun qui a partagé l'expérience IGP du Poivre du PENJA qui a permis de mieux cadrer le processus Kilichi du Niger.
    - Dans la perspective d'une réhabilitation et fonctionnalité de la Laiterie de Gaya construite depuis 2013 et qui reste non fonctionnelle au grand dam des nombreux producteurs de lait, une mission par la DGPIA/MAGEL a été conduite pour évaluer l'importance des travaux complémentaires et ainsi engager le processus de fonctionnalité et d'intégration dans le dispositif du GEIC Lait à Gaya

Au niveau de l'output R1.4 : « Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels »

- Concernant la définition d'un mécanisme de financement pour des initiatives économiques privées

  Un manuel de financement des initiatives économiques privées a été élaboré. Des efforts d'alignement sur le Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (FISAN) ont été faits mais des limites objectives apparaissent, notamment concernant le financement des exploitations familiales et la nécessité de mettre en place une démarche de chaines de valeur assise sur des projets collaboratifs intégrés.

- Concernant le partenariat avec la Banque Agricole du Niger (BAGRI)

  Dans la perspective de l'alignement sur le FISAN, une analyse institutionnelle et organisationnelle de la BAGRI a été réalisée. Elle a révélé le caractère de partenaire qui « occupe actuellement une position plutôt *unique pour la mise en œuvre d'interventions de financement mixte (combinant apport personnel, crédit et subvention) tel qu'envisagé par le FISAN* » dû notamment à :

  - Son alignement sur le FISAN ;
  - Son expérience pratique de financement mixte ;
  - Ses conditions de crédit agricole plus favorables (taux d'intérêt nominal de 10% (taux réel de 11 à 12%)

  Toutefois des craintes et des défis stratégiques ont été relevés, notamment :

  - Le rachat de la BAGRI par une banque commerciale mauritanienne (information officielle à confirmer) jetant ainsi des incertitudes quant

au caractère futur de la BAGRI et au sujet de l'ancrage de sa mission en tant que banque de développement agricole (incertitudes au sujet des intentions et attentes des (nouveaux) actionnaires de la BAGRI). A noter que la session de décembre 2018 du COPIL a indiqué plus tard que l'opération de vente de la BAGRI a été abandonnée par l'Etat.

  - La non mise en œuvre par l'Etat des 3 fonds envisagés (dès 2010) en appui au financement du développement agricole (Garantie, Bonification et Calamités) ;
  - Nécessité de poursuivre le processus de développement des capacités de la BAGRI et de ses équipes dans le domaine du financement du développement agricole, notamment en matière de l'élevage. Cela nécessite encore beaucoup d'efforts et de moyens et son succès dépend d'un alignement stratégique suffisant et de recherche continue de synergies entre le leadership de la BAGRI et les PTF.

- <u>Concernant la définition d'un mécanisme de financement des investissements structurants</u>
  - Un manuel de procédures de financement des investissements structurants (sous maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales) a été élaboré. Il est en phase de finalisation et devra être soumis aux observations d'Enabel siège et à l'adoption du COPIL.

    Des infrastructures structurantes ont été déjà identifiées dans le cadre des études filières. Il s'agit d'infrastructures qui relèvent de la maîtrise d'ouvrage des Collectivités Territoriales (CT) (marchés à bétail, parc à vaccination, marchés de volaille, aire d'abattage, abattoirs, stations de pompage pastorales, etc.). Un exercice d'affinement et de validation de ces infrastructures identifiées doit encore suivre cette première étape.

    La réalisation de ces ouvrages doit se faire conformément à la politique nationale de décentralisation. L'alignement intégral sur l'ANFICT pose toutefois des défis majeurs, la période de mise en œuvre du PRADEL étant relativement courte alors que le passage par l'ANFICT pour financer ces infrastructures implique de tenir compte des expériences antérieures : tension de trésorerie au niveau du trésor, insuffisances de capacités opérationnelles des collectivités territoriales, etc. A cela, il faut ajouter la forte attente des PTFs concernant le renforcement de la volonté de l'Etat de faire de l'ANFICT un instrument viable de collecte, de gestion et de répartition des financements des CT.
  - Un Avis à Manifestation d'intérêt a été lancé pour recruter des cabinets chargés de faire les études de faisabilité, le contrôle et la surveillance des travaux d'infrastructures et aménagements qui seront réalisés avec l'appui du Programme. Les offres ont été analysées et une liste restreinte établie.
  - Un autre avis à manifestation d'intérêt a été lancé pour sélectionner un consultant chargé d'analyser et de capitaliser les modèles types d'infrastructures et leurs modèles de gestion. La gestion des

infrastructures reste un défi important. A cet effet, avant leur réalisation, le Programme s'est engagé à faire une analyse des modes actuels de gestion et à proposer des ajustements. Ces nouveaux modèles (ou revus) seront testés avec les CT partenaires.

2.4 Performance des outputs de l'outcome 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N°	Valeur *Baseline*	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
RESULTAT 2.1: Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus						
Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural)	R2.1.1	NA	0	0	0	100%
Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités par PRADEL qui sont gérés correctement	R2.1.2	NA	0	0	0	80%
RESULTAT 2.2: Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs et des autres acteurs des filières animales sont améliorés et renforcés						
Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication appuyé par le PRADEL qui sont satisfaits	R2.2.1	NA	0	0	0	**70%**

2.4.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des principales activités [4]	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	B01 - R2.1. Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus				
B01-01	Priorisation des espaces à sécuriser et des aménagements à réaliser en fonction des chaînes de valeur prioritaires			X	
B01-02	Mise en œuvre des aménagements priorisés			X	
B01-03	Former et accompagner les acteurs dans la gestion des aménagements		X		
B01-04	Sécurisation foncière des aménagements pastoraux		X		
	B02 - R 2.2. Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés				
B02-01	Des systèmes d´information, sur base des NTICs et adaptés aux besoins des éleveurs sont développés			X	
B02-02	Renforcement de la diffusion de l´information collectée			X	

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les indicateurs des outputs de l'outcome n°2 n'ont pas connu de changement durant l'année 2018. L'outcome 2 est fortement lié à la détermination des zones d'intervention, elle-même liée aux études chaines de valeur et au document de positionnement du PRADEL dont les résultats finaux n'ont été validés qu'en fin décembre 2018.

Toutefois, les réalisations suivantes méritent d'être retenues.

Concernant l'ouput R2.1 : « Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus »

- Les espaces pastoraux à aménager seront prioritairement choisis dans les bassins de développement des chaines de valeur. Il s'agit surtout des aires de pâturage, des infrastructures hydrauliques, etc. Des cahiers de charges ont été élaborés pour le recrutement d'ONG sous forme de contrat cadre pour l'ingénierie sociale (y inclus la formation à la gestion des espaces/aménagements) et la sécurisation foncière des aménagements à réaliser avec l'appui du Programme.

- Un appui a été apporté à l'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier de Tahoua à travers le financement d'une campagne d'information et de mobilisation sociale autour du projet Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) de Tahoua.

- Une contribution de dix millions (10 000 000) FCFA a été apportée pour la tenue des états généraux du foncier rural.

Au niveau de l'ouput R 2.2. « Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés »

Début du développement de systèmes d´information sur base des TICs et adaptés aux besoins des éleveurs

[4] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Deux ateliers régionaux ont été organisés à Tahoua et à Dosso et ont permis d'identifier les besoins d'informations des acteurs des chaine de valeur animales y inclus en matière d'accès aux ressources, et de voir le gap par rapport à ce qu'offrent les systèmes d'informations actuels (SIT, SIM Bétail, SIESPA). La prochaine étape sera l'appui au développement d'applications pour la collecte et la diffusion à plus grande échelle desdites informations.

2.5 Performance des outputs de l'outcome 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la *Baseline*	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
RESULTAT 3.1: Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs						
Nombre de paramètres spécifiques liés à l´élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU	R3.1.1	AD	AD	0	0	AD
% de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs	R3.1.2	NA	NA	0	0	**70%**
RESULTAT 3.2: Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables						
Nombre de modèles et actions spécifiques en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	R3.2.1	0	0	0	0	**3**

2.5.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des principales activités [5]	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	C01 - R3.1 Des capacités des acteurs renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs				
C01-01	**Renforcer les systèmes d'alerte précoce et d'information sur la vulnérabilité des agropasteurs**			**X**	
C01-02	**Renforcer l´élaboration et la mise en œuvre des plans de réponse aux crises**			**X**	
	C02 - R 3.2 Des modèles et actions spécifiques en élevage développées, capitalisées et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables				
C02-01	**Développer des modèles d´action pour le renforcement de la**			**X**	

[5] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

CODE	État d'avancement des principales activités [5]	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	résilience à travers des actions pilotes et la capitalisation des différentes initiatives existantes et pilotes (BAB…)				
C02-02	Accompagner les ménages vulnérables pour renforcer leur résilience : actions pilotes		X		

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Les outputs de l'outcome n°3 n'ont pas connu de changement particulier. Dans un souci d'une appropriation des résultats, le Programme a voulu que les activités soient conduites en étroite collaboration avec le DNPGCCA. Malheureusement une demande de rencontre avec le DNPGCCA est restée sans suite. Aussi, il est nécessaire pour l'équipe du PRADEL de renforcer son expertise et son organisation interne sur la question de résilience des (agro-) éleveurs vulnérables.

Les réalisations de 2018 se présentent ainsi qu'il suit :

Au niveau de l'output R3.1 : « Des capacités des acteurs renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs »

- Une étude de capitalisation des expériences d'alerte précoce - les SCAP-RU et OSV a été réalisée

Au niveau de l'output R 3.2 : « Des modèles et actions spécifiques en élevage développées, capitalisées et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables »

- Une étude de capitalisation des pratiques et actions de résilience (vente à prix modéré et distribution gratuite à Dosso et transhumance précoce à Tahoua) a été réalisée

2.6 Performance des outputs de l'outcome 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la *Baseline*	Valeur année 21017	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
RESULTAT 4.1: Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l´élaboration des stratégies et politiques						
Nombre total de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	R4.1.1	0	0	3	2	6
RESULTAT 4.2: La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées						
Nombre d'espaces de coordination/concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL	R4.2.1	0	NA	2	2	3
Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	R4.2.2	NA	NA	0	0	Au moins 50%

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la *Baseline*	Valeur année 21017	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
RESULTAT 4.3: Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l'élevage sont renforcées pour mieux jouer leur rôle						
Nombres d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAGEL et ses STD etc.)	R4.3.1	AD	NA	0	0	5
Pourcentage de communes disposant d'outils opérationnels de maitrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	R4.3.2	AD	NA	0	0	75%
RESULTAT 4.4: Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques						
Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPELs faitières appuyés par le PRADEL	R4.4.1	0	NA	0	0	AD
RESULTAT 4.5: Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus						
Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	R4.5.1	0	NA	0	0	**AD**

2.6.2 État d'avancement des principales activités

CODE	LIBELLE	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	D01 - R 4.1 Les connaissances dans le secteur sont améliorées				
D01-01	**Améliorer les connaissances sur les systèmes et dynamiques changeantes de l´élevage**			X	
D01-02	**Capitaliser et diffuser des thématiques liées à l´élevage**		X		
	D02 - R4.2 La coordination du secteur est renforcée				
D02-01	**Renforcer les plateformes et les espaces de dialogue**		X		
D02-02	**Renforcer la communication dans le secteur**		X		
	D03 - R4.3 Les capacités des différents acteurs publics renforcées				
D03-01	**Renforcement du MAGEL + STD**		X		
D03-02	**Renforcement des collectivités territoriales**			X	
	D04 - R4.4. Les capacités des OPELs sont renforcées				
D04-01	**Renforcement des OPELS sur des thèmes clés**			X	
D04-02	**Appui à la mise en place des outils, et des services pour les membres par les OPELs**			X	
	D05 - R4.5 Les droits des pasteurs sont mieux protégés				
D05-01	**Diffuser les textes relatifs aux droits de l'homme et du citoyen au sein des sociétés nomades**		X		

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Au niveau de l'output R 4.1 : « Les connaissances dans le secteur sont améliorées »

- Une conférence-débat sur le thème « Avenir du pastoralisme du Niger dans un contexte de changement climatique et de dégradation poussée des ressources naturelles » a été organisée en concertation avec l'Ambassade du Royaume de Belgique et animée par un enseignant-chercheur de l'université Abdou Moumouni de Niamey. La conférence a permis de sensibiliser les décideurs, les chercheurs, les acteurs de la profession, les PTF par rapport au contexte actuel de contraintes socioéconomiques, climatiques et sécuritaire auquel font face les producteurs en particulier les éleveurs, et la nécessité de concevoir une politique de développement agricole selon une vision holistique intégrant agriculture et élevage.

- Des échanges internes et avec des acteurs divers ont été menés et des idées de thèmes d'études ont été pré-identifiées avec le concours de l'ECT 1 Elevage. Celles-ci seront discutées, complétées et arrêtées avec le Ministère avant leur lancement en 2019 (plan laitier du Niger, plan avicole du Niger, politique nationale de professionnalisation des acteurs, insémination artificielle, etc.).

Au nveau de l'output R4.2 : « La coordination du secteur est renforcée »

- <u>Renforcement des plateformes et des espaces de dialogue</u>
  - Deux (2) Comités techniques régionaux de coordination et de concertation du secteur de l'élevage ont été mis en place à Dosso et Tahoua. L'objectif recherché est de permettre aux acteurs du secteur de l'élevage des deux régions de mieux partager les informations, de mieux se concerter et d'assurer la cohérence et l'efficience des actions.

    Avec l'appui du Programme, les comités techniques régionaux sont bien fonctionnels (celui de Dosso a tenu 4 sessions et celui de Tahoua en a tenue 3).
  - Sous le leadership de l'ECT 1 Elevage, le Groupe des PTF élevage est fonctionnel et a tenu plusieurs sessions et organisés des sorties terrains sur les thématiques (lait, élevage familial).
- <u>Renforcement de la communication dans le secteur</u>
  - L'élaboration du plan de communication du MAGEL a été lancée et une version provisoire du plan a été élaborée. Le rapport sera validé lors d'un atelier national en 2019.

Au niveau de l'output R4.3 : « Les capacités des différents acteurs publics renforcées »

<u>Renforcement du MAGEL et des services techniques déconcentrés</u>

- Une dynamique de gestion participative a été installée dans les DRELs de Dosso et Tahoua avec l'appui du Programme. Des réunions mensuelles

entre le DREL et ses collaborateurs et des réunions mensuelles entre les DDEL et leurs collaborateurs ont lieu (notamment en ce qui concerne la région de Dosso). Les services communaux de l'élevage élaborent et envoient mensuellement des plannings d'activités aux DDELs.

- En appui au travail de l'Expert en Coopération Technique au niveau du dialogue politique, des sessions de formation/échanges ont été coorganisées avec l'Ambassade du Royaume de Belgique sur : (i) la problématique du développement et du fonctionnement des organisations professionnelles agricoles ; (ii) la gestion de l'action d'amélioration génétique, l'organisation de l'insémination artificielle.
- Des TdR ont été élaborés pour le recrutement d'une consultance internationale en vue d'analyser et proposer un système de suivi et d'évaluation du Ministère.
- Des TdR ont été élaborés pour la conduite de missions de programmation-bilan au niveau des régions.
- Un appui à la campagne d'évaluation de la biomasse a été apportée à la DREL de Dosso.
- Un atelier de diagnostic du conseil agricole dans la région de Tahoua a été organisé par l'APCA avec l'appui financier du Programme.

Au niveau de l'output R4.4 : « Les capacités des OPELs sont renforcées »

Aucune activité n'a été entreprise concernant ce résultat.

Au niveau de l'output R4.5 : « Les droits des pasteurs sont mieux protégés »

Des TdR ont été élaborés pour le recrutement d'un prestataire de service spécialisé pour la vulgarisation des textes sur les droits humains (ONG, Association…). Compte tenu du caractère hautement sensible du sujet, un report de l'activité vers fin 2019- mi 2020 est envisagé afin de mieux gérer les résistances de certains acteurs durant cette phase délicate du démarrage du Programme.

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Le genre a été une priorité constante dans les principales activités de cadrage de l'année 2018. Ainsi par exemple, en matière de développement des chaines de valeur, plus de 80% des bénéficiaires seront des exploitations familiales, dont 60% seront des femmes et/ou des jeunes. L'alignement sur le FISAN a été ajusté en vue de faire une discrimination positive en faveur de ladite catégorie (le taux de subvention a été rehaussé au-delà de la limite de 35% imposé par le FISAN).

3.2 Environnement

Des TdR ont été élaborés en vue de l'élaboration d'un plan de gestion environnemental du PRADEL.

3.3 Autre

Droits humains : Une attention particulière sera portée sur les questions de droits humains avec le recrutement d'une ONG spécialisée pour la diffusion des textes sur les droits humains dans certaines communautés.

Digitalisation : Le PRADEL prévoit dans sa stratégie la digitalisation des services d'appuis conseil (Rappel des plannings de visite, alerte d'urgence en cas de demandes d'appuis, conseil à distance, suivi des performances, etc.).

4 Gestion des risques

Gestion des risques:

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
1. L´esprit d´entreprenariat est très peu développé au Niger. Le changement de mentalités peut prendre du temps, avec le risque d´avoir des résultats encore très modestes dans ce domaine à la fin de l´intervention.	Formulation	OPS	Medium	High	High Risk	Avoir des ambitions réalistes en termes de développement de l´entreprenariat ; et mettre en place des dispositifs prenant en compte le contexte socioculturel.	PRADEL	Continu	Le dispositif d'appui conseil prévu tient compte du contexte socio-culturel	En cours
						Analyser les freins à l'entreprenariat (peurs, manques d'information, mesures politiques, capacités, etc.) et mettre en place des dispositifs prenant en compte le contexte socioculturel.	PRADEL	Continu	Le dispositif d'appui conseil prévu tient compte du contexte socio-culturel	
2. Lenteurs administratives dans la passation et la gestion des marchés pourraient survenir et causer des retards dans d'exécution des activités et impacter sur la qualité des réalisations/prestations	Formulation	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Mettre en place de procédures adaptées (prospection, séance d'information, document simplifié, etc.)	PRADEL	Continu		En cours
						Etablir des Accords cadre pour les services courants.			Des accords-cadres sont en cours de mise en place (ingénierie sociale, modèles d'infrastructures, etc.)	
						Veiller au respect des modalités de gestion des MP prévues dans le DTF			Les modalités de gestion des marchés publics	

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
									sont appliquées	
						Veiller à valoriser les expériences du PAAPSSP et PAPAT dans la définition des critères de sélection des prestataires et des procédures de marchés publics				
						Renforcer le dispositif d'accompagnement des prestataires de services			Le dispositif d'appui conseil prévu tient compte de la nécessité d'une proximité/d'une fréquence régulière des prestataires	
3. La faible capacité de gestion et de respect des procédures exigées par l'intervention auprès des partenaires bénéficiaires de subsides pourraient entrainer des dépenses non éligibles, impacter la qualité et l'efficacité de mise en œuvre, voire compromettre l'atteinte des résultats.	Formulation	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Réaliser systématiquement des analyses organisationnelles et fournir un appui systématique aux partenaires	PRADEL	Continu		En cours
						S'inspirer et capitaliser les expériences du PAAPSSP et PAPAT dans la définition des critères d'exécution du partenariat avec les services publics et choisir des modalités de mise en œuvre adaptées.				
						Assurer la clarification préalable des conditions d'éligibilité des dépenses en cas de subsides.			Les conventions de subside prévoient cet aspect	

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
						Mettre en place si nécessaire de mécanismes d'ANO en amont des engagements.				
4. Certains groupes ou familles influentes pourraient abuser de leur statut et s'accaparer des actions de l´intervention au détriment de certaines cibles visées par le programme, entrainant ainsi une non atteinte des résultats	Formulation	DEV	Medium	High	High Risk	Contracter une structure (ONG) spécialisée et bien sensibiliser sur l'approche par le droit, y inclus la sensibilisation des équipes sur la problématique.	PRADEL	Continu	Des TdR sont déjà élaborés pour recruter une structure spécialisée sur la question	En cours
5. Une grave crise/ catastrophe (y inclues sécheresse, inondation, épizooties) peut survenir et modifier les priorités des institutions partenaires vers des actions d´urgence et de reconstitution du cheptel, plutôt que des actions plus structurantes telles que définies dans l´intervention.	Formulation	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Intégrer des activités de résilience climatique et de meilleure gestion des ressources naturelles dans l'intervention (résultat 2 et 3)	PRADEL	Continu		En cours
						Assurer la disponibilité d'un financement ad-hoc en cas d'urgence		Continu	Le Budget du PRADEL prévoit une ligne spécifique à mobiliser en cas de nécessité	
6. La dépréciation de la Naira au Nigeria peut survenir en fonction de la conjoncture économique. Cela serait une source de baisse de l´activité économique des filières animales pouvant impacter les revenus des ménages, réduire les débouchés et	Formulation	DEV	High	Medium	High Risk	Prendre en compte ce risque de dépréciation de la Naira dans les stratégies filières (résultat 1).	PRADEL	oct-18		En cours

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
leur capacité à contribuer à la chaîne de valeur, augmenter le risque d'exode des jeunes, détériorer un climat d'affaires dans le secteur de l'élevage déjà peu favorable pour l'intervention										
7. Le non-respect de conditions de pérennisation des investissements ou des actions de restauration de terres pourrait entrainer la limitation des résultats, l'occupation, la vente et le changement de vocation des espaces pastoraux aménagés malgré l'existence des actes de sécurisation	Formulation	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Développer une ingénierie sociale adaptée dans les stratégies de l'intervention et veiller à définir les mesures de transition et durabilité.	PRADEL	janv-19	Un marché de sélection de prestataires en ingénierie sociale lancé. L'ingénierie sociale s'appuiera sur les guides nationaux en la matière	En cours
						Faire de la sensibilisation auprès des utilisateurs sur l´importance de respecter les conditions de pérennisation et s'entendre sur les règles (accords sociaux).			Les cahiers de charge des prestataires en ingénierie sociale incluent la question de pérennisation des investissements	
						Capitaliser les expériences antérieures en matière de pérennisation des investissements			Une étude de capitalisation des modèles de gestion est en cours	

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
						Former et sensibiliser les acteurs dont les magistrats, autorités, chefs traditionnels sur les textes du code rural (GRN)				
						Assurer la vulgarisation et la dissémination des textes législatifs et réglementaires, notamment le Code Pastoral, auprès des populations et des autorités locales				

Gestion des problèmes :

Identification du problème			Analyse du problème	Traitement du problème			Suivi du problème	
Description du Problème	Période d'identification	Catégorie	Impact Potentiel	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
1. Les problèmes sécuritaires au Niger et dans les pays limitrophes impactent la capacité des équipes de l'intervention à travailler sur le terrain.	Formulation	DEV	Medium	Adapter le choix des zones d'intervention en fonction des risques ;	PRADEL	oct-18	Le choix des zones d'intervention a tenu compte des risques d'insécurité	En cours
				Elaborer et mettre en œuvre des plans de sécurité (y inclus budget), maintenir le principe de la flexibilité				
2. La faible volonté des différents acteurs de se coordonner et se concerter entraine l'utilisation d'approches et critères différents dans le financement des filières et de l´entreprenariat, ce qui peut causer une	Formulation	OPS	Medium	Rechercher une harmonisation entre intervenants, en s´alignant le maximum que possible sur les orientations du HC I3N (FISAN)			Les manuels de financement des initiatives privés et des investissements publics s'alignent sur le FISAN	En cours

Identification du problème			Analyse du problème	Traitement du problème			Suivi du problème	
Description du Problème	Période d'identification	Catégorie	Impact Potentiel	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
compétition entre intervenants et créer des conditions de distorsion et d'inefficacité				Stimuler l'implication des PTF's dans le dialogue sur les sujets en relation avec l'approche et les modalités de financement dès le début	PRADEL /Ambassade/RR	Continu		En cours
				Stimuler les rôles de coordination et d'harmonisation du MAGEL à travers la composante institutionnelle	SG MAGEL/ Ambassade/RR	Continu		
3. L'étendue des zones d'intervention, la multiplicité des acteurs et le nombre de filières risquent d'entrainer une dispersion de l'intervention et réduire ainsi son efficience et son efficacité,	Formulation	OPS	High	Choix au départ de travailler sur un nombre limité de chaînes de valeur et d'un nombre limité d'actions à mener pour améliorer significativement leur performance.	PRADEL	oct-18	Le nombre de chaines de valeur a été limité	En cours
				Choix au départ de travailler dans des zones à potentiel et de concentrer les investissements communaux et le soutien aux promoteurs dans les chaînes de valeur.			Le choix des bassins d'interventions a été limité à 6 afin de concentrer les efforts et ce choix a également tenu compte des potentialités	
4. Les ONG et ASBL sont inexpérimentées en matière de réponse et gestion de marchés publics. Ce qui pourrait causer des difficultés et des retards dans la contractualisation et la mise en œuvre des activités	Formulation	FIN	Medium	Mise en place de procédures adaptées (prospection, séance d'information, document simplifié, etc.)	PRADEL	Continu		En cours
				Mise en place de mesures d'accompagnement lorsque nécessaire	PRADEL	Continu		

Identification du problème			Analyse du problème	Traitement du problème			Suivi du problème	
Description du Problème	Période d'identification	Catégorie	Impact Potentiel	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
				Etablir des Accords-cadres			Des accords sont en cours de mise en place	
5. L'exigence de garantie par les institutions financières pour accorder des crédits peut conduire à l'exclusion d'une grande partie de la cible du PRADEL du financement dans le cadre de l'alignement du Programme sur le dispositif/mécanisme du FISAN	Revue MONOP	OPS	Medium	Réfléchir à ce problème dans le manuel de financement en élaboration	PRADEL	oct-18	Il est prévu de mettre en place un fonds de garantie	En cours

5 Pilotage et apprentissage

5.1 Réorientations stratégiques

Il n'y a pas de réorientation stratégique majeur. Il faut juste noter que la stratégie opérationnelle de développement des chaines de valeur a été adoptée en mettant un accent sur les exploitations familiales (86%).

L'alignement sur le FISAN implique de trouver une réponse adéquate à la problématique de manque de garantie des promoteurs. De même, la mise en place d'un environnement d'accès sécurisé aux ressources pastorales dans les bassins d'intervention du Programme doit s'intégrer et être en harmonie avec une dynamique plus globale au niveau régional notamment dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des schémas régionaux d'aménagement pastoraux.

5.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
1. Intégrer les autorités régionales dans le comité de pilotage	COPIL	Trimestre 1
2. Recruter un ATN chargé de l'outcome 4	UGP	Trimestre 2
3. Apporter un appui au processus du Schéma d'aménagement foncier (SAF) de Tahoua en cas de nécessité et selon les disponibilités budgétaires	UGP	Continu
4. Mettre en place un fonds de garantie	UGP	Trimestre 3

5.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Aucun enseignement majeur n'a été tiré en 2018.	

6 Annexes

6.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	**A**	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
X	**A**	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
			X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
X	**A**	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
	X			

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
X	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.

	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		X		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
X	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.		
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?				
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).		

X	**B**	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

6.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision					Action			Suivi	
Décision	**Période d'identification**	**Timing**	**Source**	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Date limite**	**Avancement**	**Statut**
La Baseline du Programme devra être disponible dans un délai maximum de 9 mois à compter de ce jour	janv-18	Octobre 2018	PV SMCL	SMCL	Réaliser la Baseline	UGP	31/10/2018	Rapport Baseline réalisé et adopté	En cours
					Réaliser la situation de référence			Demande de proposition adressée à l'INS	
Mettre en place un mécanisme de suivi des exonérations comprenant la DRFM du MAGEL), Enabel et l'unité de gestion du PRADEL	janv-18	Mars 2018	PV SMCL	SMCL	Mettre en place le mécanisme de suivi des exonérations	UGP	Immédiat		En cours
Prévoir la participation au COPIL du responsable du Budget-programme « Production animale du MAGEL».	janv-18	Mars 2018	PV SMCL	SMCL	Inviter le Responsable du Programme Productions Animales aux réunions du COPIL	UGP	Continu		En cours
Le réaménagement budgétaire prenant en compte l'Expert Filières dans le budget du PRADEL est approuvé.	janv-18	Immédiat	PV SMCL	SMCL	Adapter le FIT au réaménagement budgétaire	UGP	Immédiat	Réalisé	CLOS
La proposition de budget de la contrepartie nationale est adoptée avec la recommandation de créer une ligne dédiée au fonctionnement du COPIL	janv-18	Mars 2018	PV SMCL	SMCL	Créer une ligne dédiée au fonctionnement du COPIL dans le budget de la contrepartie nationale	UGP	Immédiat		Ouvert
Le recrutement de 2 chauffeurs est approuvé	janv-18	Selon commande véhicule	PV SMCL	SMCL	Recruter les 2 chauffeurs en temps opportun	UGP	Selon programmation de l'achat des		ouvert

Décision					Action			Suivi	
Décision	**Période d'identification**	**Timing**	**Source**	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Date limite**	**Avancement**	**Statut**
							véhicules		
Le recrutement de 2 personnels d'entretien est approuvé	janv-18	Mars 2018	PV SMCL	SMCL	Recruter les 2 personnels d'entretien en temps opportun pour les coordinations régionales de Dosso et de Tahoua	UGP		Contractualisation de l'entretien à des prestataires de services	CLOS
Le PRADEL doit apporter un appui à la campagne de vaccination de 2018 afin de contribuer à résoudre la crise pastorale qui s'annonce	janv-18	Mars 2018	PV SMCL	SMCL	Signer des contrats avec des SVPP à Dosso pour la vaccination du cheptel	UGP	01/05/2018	3 contrats signés et mis en œuvre avec 3 SVPP à Dosso	CLOS
					Accompagner les STDs Elevage dans le suivi de la campagne de vaccination	UGP	01/05/2018	3 missions de supervision effectuées	
Le PRADEL doit apporter une contribution financière pour la tenue des états généraux du foncier rural compte tenu de l'impact de cette activité sur l'avenir du foncier rural et donc du pastoralisme	janv-18	Mars 2018	PV SMCL	SMCL	Identifier et prendre en charge des activités rentrant dans le cadre des états généraux du foncier rural	UGP	31/03/2018	Un apport de dix millions (10 000 000 FCFA) apporté à l'organisation des états généraux du foncier	CLOS
Le manuel de gestion complémentaire du PRADEL est adopté	oct-18	Immédiat	PV SMCL	SMCL	Mettre en œuvre le Manuel		Continu	Manuel adopté et en cours de mise en œuvre	CLOS
Le Ministère du Plan a été inclus comme membre de plein droit du COPIL.	oct-18	Immédiat	PV SMCL	SMCL	Inviter le Ministère du Plan lors des COPIL		Continu	Le Ministère du Plan est régulièrement invité aux sessions du COPIL	CLOS
Appuyer le RECA dans l'extension de ses services digitalisés au secteur de	déc-18	Mars 2019	PV SMCL	SMCL	Tenir une rencontre avec RECA et définir les		Mars 2019		ouvert

Décision					Action			Suivi	
Décision	**Période d'identification**	**Timing**	**Source**	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Date limite**	**Avancement**	**Statut**
l'élevage					besoins et modalités d'appui				
Créer un groupe de réflexion sur la question de l'élevage dans la facilité 1 du FISAN afin de nourrir la réflexion sur comment financer l'élevage	déc-18	Juin 2019	PV SMCL	SMCL	Mettre en place le groupe de réflexion et l'animer				ouvert
Faire ressortir les points de connexion entre la stratégie chaines de valeur du PRADEL et les structures intervenant dans les stratégies/politiques nationales en matière de conseil agricole (APCA, SNCA et les CRA)	déc-18	Février 2019	PV SMCL	SMCL	Prendre en compte APCA, SNCA, CRA dans le document de stratégie opérationnelle du PRADEL				ouvert
Document de stratégie opérationnelle de développement de chaines de valeur animale du PRADEL est adopté	déc-18	Immédiat	PV SMCL	SMCL	Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle de développement des chaines de valeur		Continu	La stratégie est en cours de mise en œuvre	Clos

6.3 Cadre logique mis à jour

Cadre logique du PRADEL actualisé

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
OG	**Contribuer à rendre les systèmes de l'élevage plus résilients, durables et performants**	1. Augmentation de la contribution des filières élevage au PIB Agricole de 35% à 37%	SDDEL	- Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration - Stabilité politique et institutionnelle - Maintien de la stabilité sécuritaire - Une grave crise/catastrophe (y inclues sécheresse, inondation, épizooties) peut survenir et modifier les priorités des institutions partenaires vers des actions d´urgence et de reconstitution du cheptel, plutôt que des actions plus structurantes telles que définies dans l´intervention. - La faible capacité de gestion et de respect des procédures exigées par l'intervention auprès des partenaires bénéficiaires de subsides pourraient entrainer des dépenses non éligibles, impacter la qualité et l'efficacité de mise en œuvre, voire compromettre l'atteinte des résultats.
OS1	Les chaînes de valeur inclusives liées à l´élevage sont développées en vue de créer des emplois et des	1. Taux de croissance dans la production de la viande, des œufs et du lait dans les unités économiques appuyées par le	- Rapport de l'étude Baseline, rapports PRADEL	- Des services d´accompagnement de qualité sont disponibles - L´esprit d´entreprenariat est très peu développé au Niger. Le changement de

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
	revenus surtout pour les jeunes et les femmes	PRADEL dans les régions de Dosso et Tahoua 2. Taux d'accroissement des produits transformés des unités de transformation encadrées par le PRADEL 3. Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs et transformateurs, familiaux financés par PRADEL 4. Nombre d'emploi, équivalent-emploi crée et/ou consolidé par les entreprises financées par PRADEL	- Rapport enquête - Rapport PRADEL / DP/FAQ / DIA	mentalités peut prendre du temps, avec le risque d´avoir des résultats encore très modestes dans ce domaine à la fin de l´intervention. - Lenteurs administratives dans la passation et la gestion des marchés pourraient survenir et causer des retards dans d'exécution des activités et impacter sur la qualité des réalisations/prestations - La dépréciation de la Naira au Nigeria peut survenir en fonction de la conjoncture économique. Cela serait une source de baisse de l´activité économique des filières animales pouvant impacter les revenus des ménages, réduire les débouchés et leur capacité à contribuer à la chaîne de valeur, augmenter le risque d'exode des jeunes, détériorer un climat d'affaires dans le secteur de l'élevage déjà peu favorable pour l'intervention
R 1.1	Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l´angle genre/jeunes) sont définies pour les 2 régions	1. Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées	Rapports des études, stratégies opérationnelles actualisées	- Volonté des autorités de développer des chaînes de valeur inclusives, sensibles aux femmes et aux jeunes

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R 1.2	Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés dans la zone d'intervention	1. Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL 2. Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans les région de Dosso et Tahoua	- Rapport de Pradel - VSF-BE	- La politique de privatisation de la fonction vétérinaire et de mandat sanitaire est maintenue - Conditions climatiques et pluviométrie normaux
R 1.3	L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné	1. Nombre d'acteurs (groupement, individus, etc.) qui ont été accompagnés 2. Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade embryonnaire au stade émergent ou autonome	PRADEL	- Durabilité du dispositif d'accompagnement de l'entreprenariat - L´esprit d´entreprenariat est très peu développé au Niger. Le changement de mentalités peut prendre du temps, avec le risque d´avoir des résultats encore très modestes dans ce domaine à la fin de l´intervention.
R 1.4	Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels	1. Nombre de projets collaboratifs et de sous projets (individuels et collectifs) intégrés financés 2. Pourcentage d´infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés	PRADEL	- Les bénéficiaires ciblés sont les bénéficiaires réels - Réticences aux crédits bancaires - Lenteurs administratives dans la passation et la gestion des marchés pourraient survenir et causer des retards dans d'exécution des activités et impacter sur la qualité des réalisations/prestations

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R 1.5	La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées	1. Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyé par le PRADEL qui sont fonctionnelles	PRADEL	- Volonté des acteurs de se coordonner
OS2	L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement	1. Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales 2. Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques 3. Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé 4. Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés	- Rapports DDP et DRELs - Rapports de suivi de l´intervention - Rapports des structures du code rural	- Changement de vocation des espaces restaurées (glissent vers les agriculteurs) - Occupation et vente des espaces pastoraux malgré l´existence d´actes de sécurisation foncière - Le non-respect de conditions de pérennisation des investissements ou des actions de restauration de terres pourrait entrainer la limitation des résultats, l'occupation, la vente et le changement de vocation des espaces pastoraux aménagés malgré l'existence des actes de sécurisation
R 2.1	Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenu	1. Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural) 2. Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités qui sont gérés correctement	PRADEL	- Les parties prenantes dans la gestion des ressources pastorales s'accordent sur les modes de gestion - Les éleveurs assurent une gestion respectueuse des ressources pastorales

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R 2.2	Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés	1. Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication qui sont satisfaits	PRADEL	
OS3	Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées	1. Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs	PRADEL	
R 3.1	Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) sont renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs	1. Nombre de paramètres spécifiques liés à l´élevage intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU 2. % de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs	Rapports des communes et DNP/GCCA, Rapport PRADEL et rapport DDP	Peu de coordination entre les collectivités territoriales et les structures du DNP/GCCA
R	Des modèles et actions	1. Nombre de modèles d'actions	PRADEL	

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
3.2.	spécifiques en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés a résilience des ménages vulnérables	spécifiques en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés		
OS4	La gouvernance du secteur est renforcée	1. Evolution du niveau de la performance du MAGEL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH) 2. Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage	- MAGEL, DREL et DDEL - PRADEL	- Une volonté des acteurs d´améliorer la gouvernance - L´Etat poursuit ses efforts de renforcement des STDs - La politique de décentralisation est maintenue
R4.1	Les connaissances dans le secteur sont améliorées et alimentent l´élaboration des stratégies et politiques	1. Nombre de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	- PRADEL	- Les acteurs et intervenants sur le terrain sont intéressés à partager et discuter leurs expériences

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R4.2	La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées	2. Nombre d'espaces de coordination/ concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL 3. Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	PRADEL	- Une volonté et capacité de se coordonner au niveau institutionnel et local
R4.3	Les capacités organisationnelles des acteurs publics sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur	1. Nombres d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAGEL et ses STD etc,) 2. Pourcentage de communes appuyées par le PRADEL disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	- MAGEL - PRADEL	- Une volonté et intérêt des acteurs d´améliorer leurs capacités pour mieux jouer leur rôle
R4.4	Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques	1. Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPELs faitières appuyés par le PRADEL	OPEL	- Une bonne synergie avec les autres intervenants appuyant les OPELs - Certains groupes ou familles influentes pourraient abuser de leur statut et s'accaparer des actions de l´intervention au détriment de certaines cibles visées par le programme, entrainant ainsi une non

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
				atteinte des résultats
R4.5	Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus	1. Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	ONG	- Les autorités ne veulent pas reconnaître les problèmes des droits des groupes défavorisés - Certains groupes ou familles influentes pourraient abuser de leur statut et s'accaparer des actions de l´intervention au détriment de certaines cibles visées par le programme, entrainant ainsi une non atteinte des résultats

6.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	OUI
Rapport *Baseline* enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Janvier 2020 (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Septembre 2021 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2018	NON

6.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Ce document est disponible sur GoFast, dans le fichier de Pradel.

6.6 Ressources en termes de communication

1 https://open.enabel.be/en/NER/2227/674/u/le-devenir-du-pastoralisme-au-niger-confrence-dbat.html

2 https://open.enabel.be/en/NER/2227/686/u/programme-d-appui-au-dveloppement-de-l-levage-kiyo-arziki.html

3 Le dépliant de projet est disponible au niveau de la représentation et du projet.

4 La coopération Belge au Niger, Aperçu 2017-2018 : https://issuu.com/enabelauniger/docs/la_coop_ration_belge_au_niger_aper_